

Live Adhérents avec Bruno Retailleau

52 min · Les Républicains

Bonsoir les amis. Merci d'abord d'être là et nombreux connectés cet après-midi. Je sais que ce n'était pas facile pour tout le monde. Jeudi, il est 15h, mais justement merci de votre présence, qui est une présence très très très nombreuse. Mais je voulais ne pas terminer la semaine sans avoir l'occasion de m'adresser directement à vous, sans que vous-même vous ayez l'occasion de vous adresser directement à moi par le biais de questions et réponses. Dans une semaine qui est importante, puisque elle est importante dans la mesure où c'est la semaine de l'après-municipal, de l'après-second tour, et je voudrais commencer par vous donner la lecture que je fais du résultat des municipales et ensuite du bureau politique et notamment de la présidentielle et du choix que vous aurez bientôt très rapidement à faire pour le candidat qui représentera LR à l'élection présidentielle. D'abord les municipales. J'ai regretté d'ailleurs que les médias en fassent beaucoup pour les grandes métropoles. C'est important les métropoles, je l'ai dit dimanche d'ailleurs, mais c'est moins de 15 % de la population française. Alors certes on n'a pas gagné Paris, on n'a pas gagné Marseille, on n'a pas gagné Lyon. Je vous l'annonce néanmoins, on vient de gagner ce matin la métropole de Lyon. La métropole de Lyon, c'est un budget énorme de près de 4 milliards avec des compétences très très importantes et on gagnera aussi, en tout cas on conservera la métropole de Marseille. Donc certes Paris-Lyon-Marseille n'ont pas été récupérées. Au passage, la loi PLM, je m'y opposais quand j'étais ministre de l'Intérieur. J'avais refusé de porter ce projet de loi que je jugeais néfaste en conseil des ministres. J'avais aussi refusé d'être à l'Assemblée et au Sénat au banc du gouvernement. Et quand on regarde les fruits de ce texte, ils sont particulièrement amers. Bref, en tout cas, moi ce que je veux vous dire, parce que je vous parle de l'ensemble de la France et des Outre-mer, c'est que c'est vraiment un grand succès pour notre famille politique, au-delà de nos espérances, franchement au-delà de nos espérances. Nous avons gagné très largement ce second tour des élections municipales. Nous sommes, je le redis, la première force politique locale au niveau national et nous avons fait basculer 638 communes de plus de 9 000 habitants. En nombre de voix, alors c'est le premier tour qui détermine le nombre de voix, c'est le comptage du ministère de l'Intérieur, on a fait 5 400 000 voix. La gauche, 5 millions. Le Rassemblement national, un peu plus de 1 200 000 voix, c'est-à-dire quasiment quatre fois moins que nous. Et LFI, 600 000 voix. En nombre de voix. En nombre de voix, on est très largement gagnant. Et en nombre d'élus, pareil, dès le premier tour, on l'avait d'ailleurs été plus de 8 500 dès le premier tour, quelque chose comme 6 000 pour la gauche et très peu pour les autres. Mais comme je vous le disais, on a réussi à gagner 638 communes de plus de 9 000 habitants. Et la France, qui est la France hors des très grandes métropoles, la France, elle est bleue. On a fait basculer 87 communes, avec des communes qui sont depuis des décennies, parfois un siècle, plus d'un siècle à la gauche. On a fait basculer Cherbourg, on a fait basculer Besançon, Limoges, on a fait basculer là encore par exemple Colombes ou encore dans l'Essonne, Corbeil-Essonnes. On a fait basculer aussi, Clermont-Ferrand, j'en ai parlé, de nombreuses autres communes. Et ça grâce à des candidats, et ces candidats qui ont gagné à chaque fois, ce n'est pas des candidats qui marchent à l'oblique, qui marchent en crabe de côté, non, c'est des candidats qui ont été très très clairs, qui n'ont pas renié leurs convictions. Et vraiment aujourd'hui, je voudrais les saluer, vous saluez, parce que beaucoup d'entre vous, vous avez été la force militante pour ces élections municipales. Et on a quand même soit gagné nous-mêmes ou même fait gagner. Je pense à Bordeaux par exemple. Sans nous, Bordeaux n'était pas gagné, bien sûr, Annecy n'était pas non plus gagné, etc. Donc ça c'est une satisfaction. Une autre satisfaction, c'est que pour la première fois depuis très très longtemps, nous avons réussi à imposer notre discours, nos choix sémantiques, nos mots, nos phrases. Quand j'ai fait, juste avant le premier tour, la conférence

de presse pour dénoncer les accords de la honte, à l'époque avec nos équipes, j'avais présenté une carte de France avec 112 points rouges qui étaient les villes où avant le premier tour, il y avait déjà eu des accords entre les Insoumis, LFI et la gauche, ou l'un des partis de la gauche, c'est-à-dire le Parti socialiste, le Parti communiste ou le parti des écologistes. Et j'avais indiqué à l'époque que ce que nous constatons au niveau du premier tour, avant le premier tour, à l'est, si j'ose dire, pour les grandes villes, se généralisait entre les deux tours. Et nous avons eu raison. Les accords de la honte ont été repris, la sémantique, l'expression, vous l'avez entendu, a été reprise partout, y compris par les journalistes, par les commentateurs, y compris d'ailleurs par le milieu politique. Et on a réussi entre les deux tours à imposer précisément pas seulement les mots, pas seulement l'expression, mais les termes dans lesquels le débat du second tour a eu lieu. Et c'est ce qui nous a permis de faire basculer de nombreuses villes. Et ces accords de la honte ont été des accords perdants, que ce soit à Limoges, que ce soit à Besançon, que ce soit à Toulouse, etc. Ils ont beau eu l'intention de fasciser le maire actuel, quand on connaît qu'il est plutôt centriste, il était UMP, mais il s'est un maire de centre droit, Jean-Luc Moudin, et bien d'autres. En réalité, pour eux, tout ce qui n'était pas de gauche devenait fasciste. Donc le Parti socialiste, les écologistes se sont alliés avec le pire, c'est-à-dire la pire des gauches, l'extrême gauche, celle de M. Mélenchon, qui proclame en réalité la haine de la France. En tout cas, il veut une nouvelle France, la nouvelle France, c'est la fin de la France. Il veut une nouvelle civilisation en opposition à la civilisation que nous chérissons, qui est la nôtre, qui s'est construite depuis des siècles et des siècles. C'est un parti qui protège les violents, on l'a vu avec la jeune garde, avec Raphaël Guirault, c'est un parti qui encourage l'antisémitisme. C'est un parti qui propose, qui favorise le racialisme. Bref, c'est un parti anti-républicain, c'est un adversaire radical. Et pour autant, la gauche a perdu à la fois les élections et elle a perdu son âme, précisément dans ces accords de la honte. Voilà ce que je voulais vous dire sur les élections municipales. Donc on est gagnants, très largement. On a remis les pendules à l'heure. Il faut le dire, il faut le redire, on a fait une moisson incroyable. Quand j'ai appelé pour féliciter les uns ou les autres l'autre jour, j'ai eu un certain nombre de maires qui m'ont dit mais Bruno, il n'y a pas que nous qui avons gagné. Dans notre département, on a fait une rasia. Et croyez-moi, c'est impressionnant. Dans des départements de la région parisienne, même le département des Bouges -du-Rhône, d'ailleurs, où il y a Marseille, on a gagné plein de communes, plein de communes, etc. En Bretagne, terre de mission, terre de gauche depuis très longtemps. Donc ça, je pense qu'il faut en être fier. Ça montre que la France n'est pas à gauche. Ça montre que la France profonde est à droite et que tout est ouvert pour l'élection présidentielle. Donc je voulais maintenant vous parler de cette élection présidentielle du bureau politique qui a eu lieu mardi. J'avais déclaré, moi, ma candidature, c'était au mois de février. J'ai bien fait de le faire. D'abord, ça a été un record au niveau des dons. On a, en février, reçu quasiment un million d'euros de dons. Ça, c'est un indice qui ne trompe pas. Ensuite, les bons résultats montrent que, en tout cas, ma candidature, certainement, n'a pas nu. Et je l'ai fait aussi parce que je savais que l'après-missipal serait encombré, ce qu'elle est. Et je savais par ailleurs que c'était un moment au début de l'année avec le vote des deux budgets, PEL FSS et le budget de l'État, où beaucoup de nos électeurs étaient totalement, totalement perdus. Et je voulais ressortir la tête de l'eau pour exprimer un cap clair, une vision de la France, une vision pour notre famille politique, les Républicains, qui soit sans concession. Et vous verrez d'ailleurs, si vous êtes abonné ou achetez-le demain dans le Figaro, je mets les choses très clairement, là encore sur la table de travail sur l'élection présidentielle. Alors, où en sommes-nous ? Nous avons un bureau qu'on présentait comme un bureau de tous les risques. En réalité, il s'est bien passé, il y avait énormément de monde. Et dans ce bureau, après l'analyse sur l'élection municipale, il s'agissait d'envisager les modalités dans lesquelles vous allez vous prononcer. Ce sera le 18 avril prochain, par la voie numérique, sur les modalités de choix du candidat LR à la présidence de la République. Gérard Larcher et Roger Carucci, puisqu'il y avait eu un groupe de travail qui était composé de Gérard Larcher, de notre commission d'invisiture, c'est-à-dire Roger Carucci, Nadine Morano,

Patrick Edzel. Il y avait le président de la haute autorité. Et il y avait aussi notre critère général, qui était Otman Nasroud. Et ce groupe de travail a fait une dizaine d'auditions. Ils en ont fait pas mal. et ils nous ont mis sur la table un rapport que vous avez dû voir. Il est désormais public pour envisager les modalités de choix du candidat LR à la présidentielle. Ils ont déterminé trois questions que très fidèlement, donc, je restituerai, sur lesquelles vous allez devoir choisir le 18 avril prochain. Première question, est-ce que vous voulez une primaire fermée pour désigner le candidat avec des candidats LR, primaire fermée, ça veut dire uniquement les adhérents ? Première question. Ou alors, voulez-vous une primaire un peu ouverte, par exemple, une primaire où les adhérents pourraient voter et des sympathisants qui pourraient s'inscrire sur une sorte de liste électorale avec une charte des valeurs et payées 5, 10 ou 20 euros pour pouvoir avoir le droit de voter ? Deuxième question. Ou troisième question, est-ce que vous considérez que le président actuel des LR, c'est -à -dire ma peau, est le candidat naturel des LR ? C'est trois questions que vous devrez départager. Il ne faut pas en cocher deux cases, il en faudra une seule, le 18. Moi, je considère que, je sais que beaucoup d'entre vous sont très attentifs, je veux que LR soit représenté. J'entends ceux qui disent, y compris dans notre propre famille politique, mais alors qu'est-ce qu'on va faire, nous, LR, pour présenter un candidat ? Il vaudrait mieux une grande primaire. Un, à quoi ça sert un parti politique si c'est pour ne pas présenter de candidat à la présidentielle ? Moi, j'ai été élu à 75 % des voix, ce n'est pas pour jouer au bille, c'est pour tracer une route, pour conduire une ligne politique que je vous ai présentée, que vous avez très largement adoptée. Ce qui serait anéantir notre parti, ce serait l'incapacité de présenter un candidat à l'élection présidentielle. Deuxième argument. Aujourd'hui, tout le monde parle de primaire, mais il n'y en a pas un qui est d'accord avec le périmètre de la primaire. Certains veulent la primaire de Gérald Darmanin à Mme Cninfo, d'autres veulent de untel jusqu'à Zemmour, d'autres ne veulent certainement ni Mme Cninfo, ni Zemmour, ni... D'autres n'en veulent pas du tout, c'est le cas de M. Attal, de M. Edouard Philippe, etc. Donc si on devait attendre que Masseurade, Masseurade ne voit-tu rien venir, on attendrait des mois, on va procrastiner comme on fait d'habitude, comme on a fait trop souvent, et on n'engagera pas le combat. Moi, je considère, mes amis, je considère que la France va très mal, que le bilan du macronisme est désastreux et que les Français vont vouloir une rupture. Et je pense que tous ceux qui ont touché au macronisme, moi je n'y ai pas touché, j'ai été un mistre de cohabitation. Et Dieu sait si souvent je me suis opposé à Emmanuel Macron, que ce soit sur l'immigration, que ce soit sur la Corse, que ce soit sur, par exemple, encore l'Algérie. Mais tous ceux qui auront touché au macronisme, vous verrez, ils dégringoleront tôt ou tard dans les sondages. Donc notre responsabilité à nous, grand parti d'ailleurs gaulliste de la Ve République, comme si d'ailleurs le parti gaulliste, sa fonction, ce n'était pas de sélectionner précisément le candidat à l'élection présidentielle. C'est de présenter un projet qui sera clivant. Moi, je pense qu'il faut renverser la table. Ceux qui disent, il faut qu'on ait une sorte de plateforme commune avec Attal, avec Edouard Philippe, avec les autres. Ça sera l'encore de l'Authiede. Il ne faut pas compter sur moi pour touiller la souprière de l'Authiede. Ça sera une synthèse molle. Et les Français n'en voudront pas les électeurs de droite alors ils iront voter Madame Le Pen ou Monsieur Bardelat. Ils ne voteront pas pour une plateforme ou une incarnation qui ne serait pas clairement de droite. Voilà, moi, mon projet, c'est de, dans les mois à venir, dans les semaines à venir, je continuerai à présenter un certain nombre de propositions, de solutions pour la France qui seront des propositions de rupture, parce qu'il faut renverser la table. Parce que la France n'est pas réparable, encore une fois, en la rafistolant ou avec des rustines. Voilà ce que je voulais vous dire. Il faut tenir le choc parce que c'est un moment de fragilité. Mais croyez-moi, dans la durée, nous serons gagnants. Et c'est la seule façon de pouvoir gagner l'élection présidentielle, d'être nous-mêmes, de tenir cette ligne de force et d'aller vers la majorité silencieuse. Moi, je vais m'adresser à tous les Français, à ceux qui ont voté Macron, à ceux qui ont voté Mme Le Pen, à ceux qui n'ont pas voté les abstentionnistes. La France des honnêtes gens, cette majorité silencieuse, c'est à elle, désormais, que je vais m'adresser, avec un programme qui sera un programme de

rupture, qui favorisera le travail plutôt que l'assistanat. Moi, je veux donner plus à ceux qui méritent, à ceux qui travaillent, à ceux qui bossent vraiment, et moins à ceux qui profitent. Et je veux qu'on puisse, sur le plan régalien, être beaucoup plus fermes, restaurer l'autorité de l'État avec une justice qui sanctionne vraiment, avec moins d'immigration. Et je veux, évidemment, combattre ces adversaires radicaux que sont LFI. Voilà les amis ce que je voulais vous dire en préambule. Je pense que c'était important que je vous fasse un point d'une semaine qui aurait été quand même très très dense. Et je vais répondre maintenant à vos questions. Je vais vous voir un coup parce que force de parler. Sans vous voir d'ailleurs, parce que moi j'ai une caméra devant moi, mais j'ai pas d'écran. Donc, Léna, pour vous, quelle est la plus grande priorité pour le prochain quinquennat ? Il y a trois priorités que je vais porter. Trois piliers. Je pense que la première priorité, c'est la prospérité. Aujourd'hui, la France, c'est 3500 milliards de dettes. Ce qui se passe en Iran provoque une flambe et des taux d'intérêt, ce qui fait que la dette aujourd'hui nous coûte très cher, très très cher, à près de 4%. Alors que les parties de dette qu'on est en train de rembourser nous ont coûté 1 % ou même moins de 1%. C'est en train de venir exponentiel et les Français s'appauvrissent. Un sondage a montré en fin d'année dernière que 12 % des Français avaient l'habitude de se rendre sur des parkings d'hypermarchés pour faire le tri dans les baines, pour récupérer des produits, etc. Et il y a 10 % de Français qui chaque semaine ne mangent pas leur faim. Donc ça, c'est insupportable. Donc il faut redonner du pouvoir d'achat, le niveau de vie, parce que tout ça s'effondre. On a été doublé par l'Italie, comme vous le savez, et par plein de pays d'Europe. Donc la prospérité, ce que j'ai proposé, c'est que le travail paye plus. En travaillant un peu plus, pratiquement deux heures par semaine, on pourra donner un 13e voire un 14e mois supplémentaire à ceux qui bossent, en faisant le zéro cotisation, le zéro seuil de cotisation au-delà d'un certain seuil. Pas de cotisation salariale, pas de cotisation patronale, ce qui permettra aux entreprises d'être beaucoup plus compétitives. Et puis on découragera l'assistanat avec le système de compte social, un compte social unique. On émettra toutes les allocations des collectivités, de la CAF, de l'État. On ne les fusionne pas, surtout pas, ça c'est une mauvaise idée, c'est pas fusionnable. Mais surtout, on écrètera à 70 % la totalité de ces aides pour qu'elles ne représentent pas plus de 70 % du SMIC, pour que le travail paye plus que l'assistanat. Ça c'est la prospérité avec une réforme de l'État, mais je n'ai pas le temps de vous en parler trop. Souvenez-vous, quand il arrive en 58, le général de Gaulle, il ne va pas commencer. Par une politique de la souveraineté. La France ne quitte pas le commandement intégré de l'OTAN tout de suite. Non, de Gaulle, il rétablit la prospérité. Il sait parfaitement que si on veut avoir une voix forte en Europe, dans le monde, il faut être crédible chez nous. Et chez nous, on n'est plus crédible. J'étais avec le chancelier de l'UMERC l'autre jour, et d'autres chefs du gouvernement de droit du parti européen, donc le PPE, de lequel on fait partie nous-mêmes. Je peux vous dire que l'image qu'a la France est une image affaiblie. Et ensuite, Gaulle va faire avec Jacques Rueff, je vous l'ai déjà dit, le plan de libéralisation d'économies françaises, comme jamais la Ve République en a connu un. Donc la prospérité. Ensuite, c'est le régalien, stopper l'immigration. Une justice qui sanctionne beaucoup plus. Intraitable sur l'islamisme. Et pour ça, j'assumerai de changer la Constitution. Parce qu'on n'est plus en démocratie. Je veux que ce soient les gens qui décident la politique migratoire. Je veux que ce soit le citoyen qui décide de la politique pénale, et non pas les juges. Ce n'est pas le gouvernement des juges qu'on veut, c'est la démocratie. Donc on modifiera la Constitution pour vous donner la parole, c'est -à-dire par la voie du référendum, pour réaffirmer la primauté dans certaines circonstances dont nos intérêts fondamentaux nationaux sont en cause, réaffirmer la primauté du droit français, etc. Et le troisième pilier, ça c'est l'immatérielle, la fierté française. Parce que je ne pense pas qu'on puisse mobiliser un peuple uniquement sur le pouvoir d'achat. Je pense qu'il faut retrouver cette fierté. On a trop dénigré notre histoire de France. On a trop voulu la repentance, plutôt que cette fierté. Eh bien moi je serai le défenseur de nos coutumes, de notre mode de vie, de notre culture, de notre civilisation. Et notamment de la transmission de génération en génération de nos valeurs, notamment par l'école. Le grand échec de ces 40 dernières années, c'

'est l'école. Et donc je vous dirais quel est notre projet pour refaire des maîtres, parce que les classes et les enfants sont beaucoup plus difficiles qu'ils l'étaient il y a 40 ou 50 ans. même il y a 30 ans, et refaire des savoirs et avoir des formules très innovantes que je garde pour l'instant pour moi, notamment sur l'école publique. Alors, en me tendant pour d'autres questions. Paul, la Banque de France sonne l'alarme sur la forte augmentation des jeunes sur endettés. Que comptez-vous faire pour eux ? En réalité, quand un pays s'appauvrit, c'est les plus fragiles qui s'appauvrissent encore plus. Et on me signale d'ailleurs qu'on est plus de pratiquement 1500 en direct. C'est un record, vous voyez. Donc ce que je souhaite, moi, c'est qu'évidemment, ce sont les jeunes qui, dans un pays qui est en train de se tirement diser, ce sont les plus fragilisés. Le taux de pauvreté touche d'abord les jeunes, le chômage touche d'abord les jeunes, des jeunes qui ne peuvent plus se loger. Et avec l'abandon de la réforme des retraites, qui est un scandale incroyable, on est en train de dire aux jeunes, écoutez, vous allez payer pour les pensions de ceux qui sont à la retraite aujourd'hui, mais demain, n'oubliez pas, vous devrez aussi payer votre propre retraite. Donc, ça, moi, et en plus, je vais vous dire, je me suis engagé, pas par plaisir, pas par envie, je l'ai souvent dit, mais avec ce sentiment d'urgence, d'une France qui va mal et avec cette conviction que le rôle, le devoir même de chaque génération, c'est de transmettre une France meilleure à la génération suivante. Tout ce que je fais, moi, ici, tout ce que je fais, notamment, c'est pour la jeunesse. J'aurai l'occasion, là encore, de préciser en matière de formation, parce que c'est un vrai scandale, en matière d'emploi, pour faire que notre jeunesse, notamment avec un système de formation renouvelé, avec une école qui sera renouvelée, que notre jeunesse, y compris d'ailleurs pour les jeunes familles, y compris pour le logement, puisque les jeunes ne peuvent plus acheter de voiture, les jeunes ne peuvent plus se loger. Donc, tous ces scandales -là, on va y remédier et au fil des propositions, à chaque fois que je ferai des propositions, vous pourrez le remarquer. Ça profitera aussi à notre jeune génération. Enzo, donc je suis militant à Besançon. Bravo, Enzo. J'espère que t'as milité pour notre valheureux candidat qui l'a emporté, que j'ai eu au téléphone dès dimanche. Votre soutien de candidat était déterminant. C'est super. Oui, l'ancienne mère écolo d'un go. Exactement. Non, non, je suis très fier de ce qui s'est passé à Besançon, d'autant plus qu'il y avait une division, parce que là, comme Horizon nous a fait perdre aussi, le candidat Pierre Jakubowicz à Strasbourg, on aurait dû gagner. Mais c'est un mauvais coup qu'on nous a fait contre Jean -Philippe Véter. Ce type -là a été missionné pour couper les pattes de notre candidat et pour s'associer avec Mme Trottmann. C'est ce qui s'est passé. Et dans d'autres communes, croyez -moi, nous, on a fait, comme on dirait, je bloque, on a fait l'union, parce que je considérais, moi, que contre la gauche et notamment contre les écolo d'un go, ben voilà, y compris quand c'était l'union avec Renaissance ou Horizon, ben fallait quand même y aller, voilà, parce que c'était quand même le moindre mal. Sabine. Bonjour, M. Retailot. Vous avez une ligne de conduite claire, cohérente, qui force le respect. Merci, Sabine. Pensez-vous qu'il est temps d'être plus intransigeant au sein de notre camp en écartant ceux qui ne s'ingriment pas pleinement dans la ligne ? Écoutez, moi, j'ai exclu pendant ces élections un certain nombre de candidats qui n'ont pas respecté nos consignes. J'ai pas envie de gouverner à la schlague par l'exclusion. Je ne dévirais pas de notre ligne tout simplement parce que vous l'avez légitimé et j'ai le sentiment que la ligne que je porte, c'est une ligne qui a été ratifiée par nos adhérents, par nos militants. Ma promesse, mon engagement, c'était de vous rendre le parti et de vous rendre cette voie et cette ligne d'une droite courageuse, travailleuse et de pas une droite honteuse. On est, si vous voulez, c'est ça qui est terrible, la droite, et notamment chez nous depuis des temps anciens. Souvenez-vous de la querelle entre Giscard et puis Chirac, qui a fait perdre d'ailleurs à l'époque Giscard. Souvenez-vous ensuite de la querelle entre Balladur et Chirac. Souvenez-vous ensuite de la querelle entre François Fillon et Copé, etc. On est gaulois. La gauche, par instinct de survie, il y a toujours un réflexe collectif. Et nous, on a toujours un réflexe individualiste. Malheureusement, je l'ai bien vu, alors qu'on aurait pu savourer lundi les excellents résultats qu'on a fait au municipal, tout de suite, tout de suite, il y a eu des voix pour nous diviser

finalement et puis pour amoindrir nos résultats, pour déporter l'attention sur autre chose que le succès. Parce que finalement, faire porter l'attention sur le succès collectif, ça aurait peut-être été faire porter l'attention sur le succès aussi de l'équipe dirigeante du parti. Bon, donc tout ça, je ne suis pas dupe. Mais je pense que l'exclusion n'est pas, comment dirais-je, une voix de gouvernement habituelle. Moi, ce que je souhaite maintenant, c'est rassembler. Mais ce que je souhaite aussi, c'est rassembler sur cette ligne qui doit être claire et assez intransigeante. Et les uns et les autres vont se positionner. Certains partent. Bah qui partent ? Qui partent ? Voilà. Moi, on ne peut pas me reprocher d'avoir tenu les engagements que j'avais pris. Quand on dit le bureau politique, pardon, je n'ai jamais vu autant de personnes dans le bureau politique. Et l'article 21 ne m'obligeait pas à faire voter sur les modalités de votre consultation. Mais j'ai voulu qu'il y ait un vote du bureau politique. Ce vote a une très grande unanimité, une quasi unanimité, a dit oui, on est d'accord avec le rapport du groupe de travail, avec les questions qui seront posées aux militants. La démocratie, c'est ça. Il ne faut pas avoir peur de la démocratie. Moi, je veux pour le pays, je vous l'ai dit tout à l'heure, je changerai la constitution pour que notre État de droit se réconcilie avec la démocratie. Parce que notre État de droit est en train de dériver vers une situation adémocratique. Donc je veux réassocier la démocratie et l'État de droit. Ce que je veux pour le pays, je le veux bien sûr, et à commencer par là, pour le parti. Pour le pays, c'est les citoyens, nos compatriotes. Pour le parti, c'est les adhérents, les militants. Voilà. Donc non, on ne va pas exclure les gens qui ne pensent pas comme nous. Mais c'est eux qui font des pas de côté. Et moi, je trace ma route. Je trace ma route. Et si vous avez une hésitation, encore une fois, vous lirez demain l'article du Figaro. Michel, les électeurs ont souvent été orientés à voter pour le taux... Oui, tout sauf. Quels sont les trois, quatre idées majeures qu'il faudrait marteler sans arrêt dans les médias pour pouvoir attirer les votes ? D'abord, cette idée que le macronisme a fait beaucoup de mal, que le bilan est désastreux. Désastre économique, désastre social, désastre diplomatique et désastre politique, comme je le disais tout à l'heure. Et donc que seul un projet de rupture peut avoir une chance d'y arriver. Le Rassemblement national ne portera pas un projet de rupture. Pardon. Ils vont porter un projet d'assistanat. Pas de réforme de retraite, pas de réforme d'assurance chômage. Ils ont toute une part de leur électorat, notamment du Nord, etc. de l'Est, qui veut cet assistanat. Moi, je m'adresse à la France courageuse, à la France des gens honnêtes. Et parmi ces idées, ce sera de dire, nous, on va rebâtir un pays riche. On ne peut pas avoir le progrès social sans prospérité. On ne peut pas avoir de bons services publics. Moi, j'ai beau être de droite. Je veux que les Français puissent accéder à des bons services publics, des services publics de qualité. La santé, comme je vous le disais. Pourquoi est-ce qu'aujourd'hui, nos malades ne bénéficient pas des dernières molécules ? Parce que les grands labos savent qu'en France, une autorisation administrative de mise d'un médicament sur le marché, ça prend deux à trois fois plus de temps qu'en Allemagne. Et que, encore une fois, ce sont des démarches administratives qui sont très coûteuses. Et donc, ils déposent ailleurs qu'en France. Et du coup, nos malades, ils n'ont pas accès à ces traitements innovants aussi vite que les Allemands ou d'autres pays. Ça, c'est inacceptable. Donc, première idée, c'est que nous, ce n'est pas du sang et des larmes que l'on veut. Le sang et les larmes, c'est maintenant. L'appauvrissement des Français, c'est maintenant. Ce que nous, on donnera avec, évidemment, on ne veut pas mentir. Je ne mentirai jamais aux Français. La vérité, c'est qu'on enrichit un pays, on enrichit des concitoyens par le travail. Mais imaginez-vous, avec deux heures de plus de travail par semaine, ça ne fera mourir personne. D'accord ? Et bien, un 13, voire même un 14e mois, c'est quand même quelque chose. Bon, si vous en voulez moins d'immigration, eh bien, on fera une loi comme on n'a jamais fait. Et le Conseil constitutionnel ne pourra pas la censurer. Il avait censuré. Il y avait une tentative, je vous l'ai souvent dit, de durcir pour la justice des mineurs les sanctions. Le Conseil constitutionnel avait censuré. Eh bien là, c'est vous qui choisirez la justice pénale. Pour restaurer l'autorité. Et c'est ça qui est fondamental. Au moment où je vous parle, sous la houlette de François Xavier, bel ami, au Parlement européen, un texte très important sur l'immigration va être

voté au Parlement européen. Ce texte, c'est moi qui l'ai initié comme ministre de l'Intérieur. Il y avait une directive -retour qui datait d'il y a une vingtaine d'années, dans les années 2000. Et cette directive -retour, je vous l'ai souvent expliqué, il fallait, dès lors qu'un étranger en situation irrégulière était pris à la frontière, on devait lui donner un délai de départ volontaire, ce qui fait que le type s'évanouissait dans la nature. C'est pour ça que j'avais appelé cette directive une directive anti-retour. Et là, le règlement retour, ce sera enfin la règle, ce sera l'éloignement forcé. La capacité de faire des centres de retour. Moi, je voulais faire en Ouganda ou en Rwanda un centre de retour, notamment pour les immigrés à Mayotte. Ça aurait dissuadé, croyez-moi. C'est ça qui va nous permettre de reprendre le contrôle. Et puis une école où chaque élève, quelles que soient les conditions sociales, salariales de ses parents, pourra, s'il le mérite, s'il fait des efforts, qu'il pourra réussir dans sa vie. Voilà. Il y a bien d'autres, puisque je présenterai rapidement, je présenterai d'ici peu une proposition sur la politique familiale, sur le logement aussi, qui est un énorme échec du macronisme et du hollandisme. Mais on aura le temps d'y revenir. Ça, Véry, trouvez-vous normal que les plus grands entrepreneurs s'éloignent de la France alors que nous avons l'esprit ? Bien sûr que non. Mais regardez ce qui se passe aujourd'hui. On a une émigration des jeunes talents qui quittent la France parce qu'ils n'y croient plus, parce que les niveaux de salaire sont très bas. Et on a à l'inverse, des nouveaux venus massivement, une immigration, notamment d'Afrique, du Maghreb, qui est une immigration de peuplement et non pas de travail, qui est la plus concentrée de tous les pays d'Europe, géographiquement, sur l'Afrique et les pays du Maghreb, et qui est la moins qualifiée. Une immigration de peuplement. Ça ne peut plus durer. Donc je pense que de ce côté-là, il faudra aussi être très ferme. Paul Adrien, pourriez-vous dire un mot sur les élections internes évoquées dans le communiqué suite au BP ? L'objectif des élections internes, ce sera le mode de désignation de celui qui représente LR. Il y en a trois, primaire fermée, primaire ouverte, où vous considérez que je peux être votre représentant, naturellement le président du parti et le représentant du parti comme candidat à l'élection présidentielle. Inutile de vous dire qu'elle est la formule que je préfère. Le vote se fera par moyens électroniques. Vous recevrez, Hottmann avec Jens sont en train d'y travailler. La date, c'est le 18 avril prochain. Il faudra cocher une case. Il y aura ces trois questions. Et dès avril, on aura justement éclairci cette question-là pour se mettre en ordre de bataille. Il faut le faire vite parce qu'au mois de mai ou début juin, je vous rappelle qu'on organisera le renouvellement des élections fédérales. Il faudra choisir les instances dans les fédérations dans chaque département et lire par exemple un président de fédération, un comité départemental. Et ça, ça se fera fin mai ou plutôt début juin. Donc moi, il n'est pas question que les deux élections aient lieu ensemble. Il faut traiter cette élection qui est en train de pourrir d'ailleurs la vie politique française plus vite. Regardez, la force du Rassemblement national, c'est qu'eux, ils ne se posent pas de question. C'est Marine Le Pen si juridiquement elle n'est pas empêchée, sinon c'est Bardella. Mélenchon, vous croyez qu'ils se posent des questions en interne, démocratiquement ? Vous croyez qu'ils font voter ses partisans ? Non, ça sera Mélenchon. Donc nous, on souffre de ce défaut-là. Il faut régler ça. Il faut que ce soit réglé à la mi-avril, le 18 avril prochain. Comment réagir fermement face au désarmement catastrophique de la police municipale à Saint-Denis ? C'est moi qui ai préparé comme mise d'intérieur le réarmement au sens global du terme des policiers municipaux parce qu'on a fait voter au Sénat, bientôt à l'Assemblée nationale, une révolution pour la police municipale. Parce que j'ai bien vu que les maires qui s'engagent, qui ont des policiers municipales armés, qui ont des réseaux de vidéosurveillance qui sont très denses, alors là, la délinquance recule quand il y a un lien continuum de sécurité entre les policiers municipaux, entre la justice et les policiers nationaux. Ce que je vous annonce, c'est ce que j'ai annoncé dans le Figaro, c'est que nous allons créer un observatoire pour suivre les pratiques municipales, les dérives de l'extrême gauche insupportables. Donc nous allons étudier toute leur délibération pour débusquer par exemple leur clientélisme en termes de subventions. Ça remonte à la fin de la semaine prochaine. Et la semaine prochaine, je ferai une conférence de presse où je présenterai ce nouvel observatoire, l

'équipe qui va le diriger et les modalités selon lesquelles il opérera. Chantal, faut-il supprimer les droits de succession ? Partagez-vous cette préoccupation pour nous permettre de transmettre le fruit de notre travail aux enfants. Chantal, j'ai tout à l'heure parlé de transmission quand je parlais de la fierté française, quand j'ai voulu parler de l'école. Je pense que ce qui caractérise la droite française depuis longtemps, c'est cette volonté de transmettre. De transmettre ce qui est immatériel, des principes, des valeurs, un héritage national, patriotique. Ça, c'est une transmission d'éléments immatériels, mais c'est aussi la transmission d'éléments matériels. Ce qui distingue le règne animal de l'être humain, c'est cette capacité à transmettre quelque chose. Je veux qu'on puisse faciliter cette transmission. Je crois en la famille et je présenterai bientôt la politique familiale. Mais là encore, sur le logement en matière de transmission, y compris pour des maisons ou des appartements, on facilitera les choses. Aujourd'hui, les jeunes couples avec des enfants ont du mal à se loger. On ira assez loin en matière de droit de succession. Mais plus généralement, vous avez entendu parler de Pacquiao -Dutreille. Moi, il y a un capitalisme que j'aime beaucoup, c'est le capitalisme familial, entrepreneurial. Dans le monde, vous avez trois grands capitalismes. Vous avez un capitalisme d'État, chinois, russe, etc., turc et encore turc -moins. Un capitalisme financier, surtout anglo-saxon, et un capitalisme entrepreneurial, avec comme base des entreprises, souvent familiales, grosses PME, entrepays de taille intermédiaire. Y a le Pacquiao -Dutreille qui favorise les mutations pour pas que la famille est à vendre l'entreprise parce qu'elle ne pourrait pas payer les droits de succession. Bien. Mais on veut aller au-delà. Et on veut faire, y compris pour l'agriculture, y compris pour des petites entreprises qui ne peuvent pas s'acheter des conseils pour faire un Pacquiao -Dutreille, etc., parce que c'est compliqué, etc. Eh bien l'idée, c'est que tant que l'entreprise ne sera pas vendue, tant que l'outil de travail ne sera pas vendu, eh bien il n'y aura pas d'impôt exigé. Il y aura un différé d'imposition, que ce soit dans une exploitation agricole, dans une entreprise artisanale, quand on veut la transmettre, y compris par la voie d'action, eh bien on ne taxera pas, justement, puisqu'on constatera un impôt qu'on différera dans le temps sans en demander, bien sûr, le paiement. Ah, Titoin, Titoin dans le puits de dos, nous avons remporté énorme victoire, inattendue. Bravo d'ailleurs à Julien Bonny, qui était notre candidat à Clermont-Ferrand. On aimerait beaucoup vous recevoir. Eh bien écoutez, oui, j'y suis allé, moi, à Clermont-Ferrand. J'avais été affolé par le narcotrafic. Je crois que c'est à Clermont-Ferrand où on avait retrouvé d'ailleurs un règlement de compte avec un type qui avait été découvert mort, bien sûr, avec un couteau planté dans la tempe. Ça, c'est en général la signature Tchétchène. Et j'étais allé et j'avais demandé à mes équipes qu'on renforce le dispositif habituel et surtout qu'on place Clermont-Ferrand, comme Grenoble et d'autres grandes villes, sous le dispositif que j'avais, moi, imaginé à Beauvais, qu'on appelle VSR, ville sécurité renforcée. Et croyez-moi, on a eu des résultats. A tel point que quand j'ai eu l'équipe, quand j'ai eu le sénateur Jean-Marc Boyer, quand j'ai eu Brice Hortefeux, chacun m'a dit, eh bien, il y a eu une différence entre ton passage avant et après. Et là encore, je pense que ces outils-là ont aidé à la victoire. Donc c'est extrêmement important. Nicolas, bravo pour votre sincérité, l'engagement, qui est votre définition du... Alors quel est... Oui, c'est mal écrit. Quelle est votre définition du gaullisme en 2026 ? Le gaullisme, pour moi, se confond avec la grandeur de la France. Le gaullisme ne supporte pas le déclassement de la France et l'appauvrissement des Français. Le gaullisme sur le plan politique, c'est savoir accorder l'idéal et la réalité. C'est ce que disait le général de Gaulle. Quand vous n'avez pas d'idéal, vous êtes des opportunistes. Vous tournez votre veste comme l'a chanté Jacques Ducoup. tronc. Toujours du bon côté sans doute. Mais quand on n'a pas d'idéal, de conviction, alors on est un opportuniste. Et il y en a beaucoup en politique à droite, à gauche. Par contre, un idéalisme qui n'est pas confronté à la réalité, ça devient très vite de l'idéologie, du sectarisme. Et donc c'est cette approche politique qui n'oublie jamais l'idéal, mais parce qu'on est sur terre, on n'a pas un esprit de système, et donc on travaille avec la réalité. Et enfin, le gaullisme dans l'action politique, ça a été combiner la souveraineté populaire et la souveraineté nationale avec la puissance de l'État. En fait, le général de Gaulle, il a réconcilié le pouvoir du peuple et le pouvoir de l'

'État. Or, aujourd'hui, le peuple n'a plus le pouvoir, je voulais expliquer. Les Français, jamais les Français n'ont eu aussi peu de capacité à peser sur les choix collectifs. Il y a des élections au niveau national, vous élisez des gens de droite, de gauche et rien ne change. C'est ce que j'appelais l'impossibilisme. L'impossibilisme, c'est la vétocratie. L'impossibilisme, c'est quand les cours suprêmes censurent les lois de la représentation nationale et que la politique que le peuple français voudrait appliquer, et bien cette politique -là est empêchée. Donc, le pouvoir du peuple par le référendum est le pouvoir de l'État. Or, l'État aujourd'hui a grossi, il est devenu obèse, et plus il devient obèse, plus il est impotent. Mais plus il est tracassier, parce qu'il a conscience, l'État, de perdre sa puissance pour l'essentiel, alors il se réfugie et il tracasse dans le détail le quotidien des entreprises, des agriculteurs et des Françaises et des Français. C'est ça pour moi le Gaullisme, pour le caractériser à la fois dans sa vision, dans sa conception de la France et aussi dans sa pratique politique. Joël, je prévois de voter Rennes. Oh non, pitié Joël, quel argument me donneriez-vous, etc. Vous ne trouverez pas un parti politique qui est autant changé d'avis sur tous les sujets ? Ils voulaient le Frexit, ils voulaient sortir de l'Europe, ils ne le veulent plus. Ils avaient parlé de la retraite à 60 ans ou 72 ans, on ne sait même plus où ils en sont. Ils iront dans le sens du vent. L'immigration, ils voulaient l'immigration zéro. Mais Joël, puisque l'on parlait de Gaullisme, j'ai expliqué tout à l'heure qu'on ne redressera pas la France sans prospérité. Des classements, des possessions. Des classements français, des possessions des Français. Eh bien, c'est par le travail, c'est pas par la système. On est au bout du bout. Si le Rassemblement National vous promet moins d'immigration, un État qui se relève, mais ils ne le pourront pas, j'ai bien vu moi à Beauvau, quand l'État régional s'est rétréci au fur et à mesure que l'État Providence se dilatait. Sans prospérité, sans travail en plus, sans vérité. Moi, je ne suis pas populiste. Je dis toujours, c'est ma sincérité, j'y tiens, je dis toujours la vérité aux Français, même quand c'est la meilleure équation. Nous avons, nous, la meilleure équation pour répondre aux aspirations des Français, sur le travail, sur la justice, l'immigration, les samismes, sur l'école, les valeurs, la fierté française. Et on a aussi non seulement les solutions pour répondre aux Français, mais les solutions pour redresser la France. Pensez que Jordan Bardella, à une trentaine d'années, si c'est lui le candidat, il aura le bouton nucléaire à portée de main. Pensez qu'on peut s'improviser chef de l'État sans avoir aucune expérience ? Oui, ça, c'est le nouveau monde. C'est Emmanuel Macron qui nous avait dit qu'il y avait l'ancien monde. L'expérience, ça ne comptait pas du tout. Moi, je pense que dans une situation très difficile, l'expérience, c'est quelque chose qui compte. Croyez-moi. Moi, je l'ai vu à Beauvau. Heureusement que j'ai été président d'intercommunité, département, de région, président d'un groupe au Sénat. Tout ça, ça compte. Officier de réserve pour commander les hommes, les femmes, ça compte tout ça. Et on peut avoir une belle gueule, on peut être le meilleur sur TikTok. C'est pas ça qu'on gouverne bien au quotidien. C'est difficile. Ça nécessite une assez. Ça nécessite une construction de soins qui prend des décennies, franchement. Hervé, dans le Figaro, vous avez déclaré pour... Alors, dans le Figaro, vous avez déclaré ne pas être là, virgule, pour jouer aux billes. Mais on vous accueille avec plaisir dans le vac, pour une pétanque. Avec grand plaisir. Quand je suis en Vendée à l'Ile-Dieu, pour les quelques jours de vacances que je me crois, voilà, quand je peux faire une partie de boule, je suis pas très bon, mais j'aime bien. C'est très sympa parce que c'est la convivialité. C'est la convivialité. Non, ce que j'ai voulu dire dans le Figaro, vous avez, parce que c'est paru aussi, je crois, hier ou ce matin sur le net. Ça paraîtra demain matin dans le print. Ce que j'ai dit au Figaro, à ceux qui me critiquaient pour dire pourquoi il s'est déclaré, pourquoi il veut être candidat à l'élection présidentielle, et j'ai répondu, écoutez, si on m'a élu et si je préside un grand parti, qui est un parti quand même qui a une expérience et qui vient de loin, c'est pas pour jouer au billet, c'est aussi pour faire de la politique et pour déployer la ligne politique que vous avez choisi en me choisissant. Thierry, pouvez-vous renverser le Conseil constitutionnel qui invalide les lois de sécurité votées à l'Assemblée au Sénat ? Oui, alors, ce n'est pas renverser le Conseil constitutionnel, c'est changer la constitution pour qu'on ait plusieurs dispositifs, trois dispositifs qui nous permettent de reprendre la main démocratiquement.

Premier, le référendum, parce que, mais aujourd'hui, on ne peut pas faire un référendum sur l'immigration. Donc, il faut modifier la constitution et l'article 11. Mais paille pour la justice. En revanche, quand il y a un référendum, le Conseil constitutionnel ne peut pas censurer. Donc, ça, c'est un premier moyen. Deuxième moyen, c'est notamment vis-à-vis des traités et du droit européen dérivé. Quand les intérêts référendum sont en jeu, réaffirmer la supériorité du droit national par une loi organique. Et enfin, quand le Conseil constitutionnel dérive et qu'il prend une jurisprudence qui n'est pas du tout conforme aux textes de la Constitution, alors c'est une procédure qui pourrait être, on est en train d'y réfléchir, solennement réaffirmée en réunissant le Congrès, etc., pour qu'on puisse contredire une jurisprudence qui serait une jurisprudence idéologique, éloignée de nos normes constitutionnelles. Pour remettre les choses à leur place, ce que je veux, c'est la démocratie, c'est aussi l'État de droit. Mais pardon, l'État de droit, la source de l'État de droit, c'est la souveraineté populaire et la condition d'État de droit, c'est la séparation des pouvoirs. Le pouvoir législatif, on fait la loi. Le pouvoir exécutif, on l'applique. Le pouvoir judiciaire, ce sont les bouches de la loi. Ce n'est pas eux qui font la loi, ils l'interprètent. Romain, vous aviez engagé la dissolution d'un jeune garde que c'est avant que ses militants ne tue le Quentin à Lyon. Comment faire pour neutraliser l'extrême gauche ? Il faut être impitoyable. Il faut être impitoyable. Je m'étonne d'ailleurs parce que j'avais saisi la justice pour plusieurs propos de députés, des Insoumis, de Rima Hassan, par exemple. La justice n'a pas beaucoup bougé entre nous. C'est un souci. Mais quand je vous disais qu'on va consacrer une partie de nos forces à lutter contre M. Mélenchon, parce que quand on aime la France, croyez-moi, il ne faut pas les laisser passer. Le danger pour la démocratie française, pour notre pays, c'est eux. Ils vont tout faire. Ils vont regarder comment ils ont traité les élus, souvent socialistes, mais pas que. On avait un sénateur LR qui s'était présenté au Blanc-Ménil. Il est totalement traumatisé. Ce sont des violents. Ils ont encouragé la jeune garde. Je me souviens que lorsque j'avais dissous la jeune garde, Jean-Luc Mélenchon avait eu ce propos. Il avait dit, c'est un mouvement allié et lié. Et il avait dit, en s'adressant à ces jeunes, allez-y, bravo, continuez. Et aujourd'hui, ils sont en train de culpabiliser la famille de Quentin et de justifier quasiment ceux qui l'ont mise à terre. Est-ce qu'ils ont condamné la jeune garde ? C'est incroyable qu'il y ait un député, M. Aguiro, qui était déjà contaminé pour violence par la justice. Fiché S, déjà, qui a créé la jeune garde. Cette jeune garde qui était dissoute, elle a été dissoute, la jeune garde. Et voyez ce qui s'est passé. Et des collaborateurs de M. Aguiro, payés par l'argent des Français à l'Assemblée nationale, sont possiblement impliqués. Mais on marche sur la tête. Vous imaginez un instant que si quelqu'un de droite ou d'extrême droite avait fait ça, il y aurait des manifestations par millions de participants dans la France. Il y a deux points de mesure. C'est ça que je ne supporte plus. C'est pour ça que je ne les lâcherai pas. Et c'est pour ça qu'on va créer cet observatoire qui rendra compte de toutes les dérives pour ne rien laisser passer. Un mot pour donner espoir à la jeunesse. Thibaut, tout ce que je fais... je vous l'expliquais, c'est pour vous que je le fais. C'est pour les jeunes générations. Moi, je veux que les jeunes retrouvent confiance. Je veux qu'on arrête d'amoindrir la génération suivante. Balzac avait ce très très beau mot, il avait dit aucune génération n'a le droit d'amoindrir la génération suivante. C'est ce qu'on est en train de faire. Donc tout notre programme, tout notre programme va être destiné justement à nos jeunes pour vous donner un accès au marché du travail, un accès normalement à une vie heureuse, un accès à une vie familiale si vous le souhaitez. Chacun dans sa liberté choisit son mode de vie évidemment pour accéder à un logement décent, à un job, etc. à une retraite demain pour pas que la génération d'aujourd'hui elle se dise attention à mes pensions sans penser aux générations futures. Ça, je ne le tolérerai pas. Donc moi, ce que je veux dire à la jeunesse, c'est que je crois que ce qui compte pour la jeunesse, pourquoi d'ailleurs les jeunes, en majorité, ils se divisent soit sur les RN, soit sur les FI. Parce qu'ils veulent de la radicalité. Ils veulent un idéalisme. Cet idéalisme-là, il faut qu'on leur propose. On va leur proposer. Et les propositions que je ferai par ailleurs, le projet que, ensemble, si vous le voulez bien, si par votre vote d'ailleurs, dès le 18, eh bien ça sera un projet radical. On va renverser la table. Voilà. Pour que

demain, les jeunes vivent mieux qu 'aujourd 'hui. Ah, on me dit que c 'est fini. Donc j 'étais pris dans cette discussion avec vous, mes amis. Merci d 'avoir assisté, nombreux, nombreux. Ce que je vous propose, c 'est que d 'ici une dizaine de jours, on essaiera de faire en décalant peut -être pour essayer de permettre à d 'autres d 'assister. Donc à ce genre de visio, en décalant par rapport à la journée, en décalant par rapport à l 'horaire, une autre visio. On la fera dans une dizaine de jours. On va caler avec les équipes une date. Très vite, on vous l 'enverra. Moi, je pense que c 'est important dans cette période un peu trouble qu 'on garde le lien les uns avec les autres. Mais soyez confiants. Vous n 'imaginez pas, plus j 'avance, plus je suis persuadé qu 'à la présidentielle, tout est ouvert et que notre famille politique peut remporter une victoire. Si on le veut, on le peut. À bientôt et vive la France.